

Objectif : une nouvelle économie et un nouveau contrat social



Les multiples crises auxquelles sont confrontés les États-Unis et le monde découlent de la priorisation de la croissance économique aux dépens du bien-être humain. Il existe un consensus croissant selon lequel les priorités économiques actuelles et les modèles de consommation non durables sont profondément erronés et injustes et compromettent les droits humains et le bien-être des générations futures aux États-Unis et ailleurs dans le monde. Le mouvement Occupons Wall Street a donné une voix aux Américains qui sont de plus en plus nombreux à demander un nouveau contrat social et une approche complètement différente de l'économie.

Global-Local Links Project

Tanya Dawkins

Center of Concern

Aldo Caliaji & Julia Wartenberg

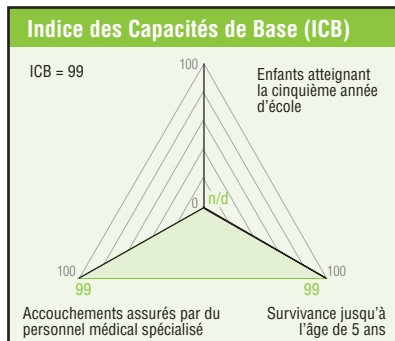
Institute for Agriculture and Trade Policy

Karen Hansen-Kuhn & Alexandra Spieldoch

Depuis le printemps arabe jusqu'au mouvement Occupons Wall Street, des millions de citoyens du monde élèvent leurs voix pour réclamer des droits humains, une démocratie réelle, un traitement digne et un ordre économique juste. Ensemble, ils trouvent le moyen d'exploiter les forces de la technologie et de la mondialisation pour communiquer et promouvoir les revendications d'un nombre croissant de citoyens, marginalisés par un modèle économique qui n'a jamais priorisé leurs intérêts et n'est pas capable de le faire.

L'impact humain et social de la crise de 2008 et de ses politiques économiques est en train de s'intensifier à mesure que l'accès aux besoins fondamentaux pour vivre est refusé à un nombre croissant d'Américains. Le taux d'extrême pauvreté, c'est à dire, le pourcentage de la population ayant des revenus inférieurs à la moitié de ce qui correspond au seuil de pauvreté, est en hausse aux États-Unis. Le nombre de personnes en situation d'extrême pauvreté est passé à 20,4 % en 2010, soit une hausse de 25 %, ou de 4 millions de personnes, depuis 2007¹.

Dans le cadre de ce que certains appellent la « décennie perdue » en Amérique², le recensement réalisé aux États-Unis en 2010 dépeint un tableau terrifiant de la détérioration du patrimoine des familles de travailleurs, des enfants, des jeunes, des femmes et des minorités au cours de ces dix dernières années. En 2009, plus d'un tiers des enfants noirs (35,7 %) et près d'un tiers des enfants d'origine hispanique (33,1 %) vivaient dans la pauvreté. En 2009, le taux de familles (avec enfants) dirigées par des mères célibataires atteignait 38,5 %. Sur les 6,6 millions de familles vivant dans la pauvreté, 3,8 millions étaient sous la responsabilité d'une mère célibataire. Pendant cette même période, le revenu des habitants afro-américains a chuté de 4,4 %, et 3,7 millions de

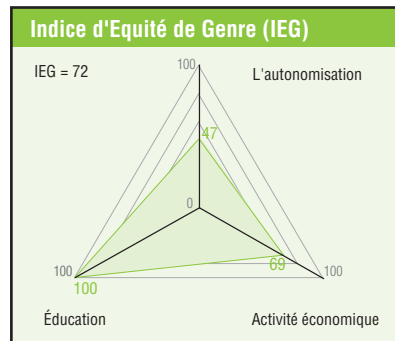


personnes de plus sont passées en dessous du seuil de pauvreté faisant passer le taux de pauvreté de 13,2 % à 14,3 %, le chiffre le plus élevé depuis 1994³.

Accès à une alimentation saine chez soi et ailleurs

L'accès à une alimentation appropriée est apparu comme un problème sérieux de gravité croissante aux États-Unis. Les politiques agricoles et alimentaires ont créé ce que les médecins appellent un environnement « obésogène », dans lequel la plupart des aliments offerts aux consommateurs est à la fois riche en matières grasses et en calories et faible en éléments nutritionnels. Les aliments transformés, la viande et les produits laitiers sont devenus relativement moins chers que les fruits et les légumes plus nutritifs, ce qui contribue à des taux croissants d'obésité et à une détérioration de la santé chez les enfants et les adultes. On trouve actuellement aux États-Unis le taux d'obésité le plus élevé du monde (33 %), suivi de près par son partenaire de l'ALENA, le Mexique.

L'écrasante majorité des programmes d'aide agricole encouragent la production de céréales destinées aux aliments transformés, de viande et de biocarburants, ce qui limite le choix des consommateurs. Les prix pour les agriculteurs sont instables et le nombre de fermes, petites mais commercialement viables, a diminué de 40 %, passant de la moitié du nombre total de fermes en 1982 à moins d'un tiers en 2007. Pour compenser la hausse des revenus des ventes, les charges ont augmenté et, comme les aides gouvernementales sont liées à la baisse des



prix, beaucoup ont diminué. Avec la récession, les revenus provenant de sources non agricoles ont considérablement diminué ce qui fait que les ménages agricoles sont dans une situation plus difficile qu'au moment où les coûts des cultures étaient faibles.

Aux États-Unis, il existe un mouvement croissant d'activistes alimentaires qui sont orientés vers une production locale durable centrée sur des aliments plus sains. La Loi agricole de 2008 a élargi les programmes afin d'encourager l'achat de fruits et de légumes cultivés selon des techniques d'agriculture durable dans les programmes de repas scolaires. L'effort de la Première dame, Michelle Obama, pour sensibiliser le public sur la nécessité de se nourrir et de vivre plus sainement y a fortement contribué.

Au niveau international, l'administration Obama a poursuivi ses programmes de soutien pour renforcer la production alimentaire en mettant l'accent sur les femmes et les petits agriculteurs. L'initiative « Fonds pour alimenter le futur » et le Programme mondial d'agriculture et de sécurité alimentaire (un fonds en fiducie administré par la Banque mondiale) ont continué de fonctionner malgré les contraintes budgétaires actuelles. Les gains potentiels pour les petits agriculteurs et pour la production d'aliments sains aux États-Unis et partout dans le monde ne peuvent être maintenus que si l'offensive de l'Administration destinée à doubler les exportations américaines rompt avec les politiques commerciales du passé.

La débâcle du plafond de la dette a masqué les vrais enjeux

Jusqu'à présent, l'élévation du plafond de la dette a plutôt été une question de politique administrative. Cette année, les menaces des républicains au

1 Voir : <www.offthechartsblog.org/deep-poverty-on-the-rise>

2 Elise Gould et Heidi Shierholz, *A Lost Decade: Poverty and income trends paint a bleak picture for working families.* (Rapport basé sur les indicateurs de l'Institut de politique économique, 16 septembre 2010).

3 Données du recensement américain fournies par l'Institut de politique économique.

Congrès de mettre le pays en situation de défaut de paiement a déclenché un long débat partisan qui a maintenu le Congrès américain dans une impasse sur la scène mondiale pendant plusieurs mois.

Il n'est donc pas surprenant qu'avec des niveaux historiques de pauvreté et d'inégalité et un débat sur la dette qui a principalement tourné autour de la préservation des réductions d'impôt de l'ère Bush et d'une réduction draconienne des dépenses sociales, une proportion inouïe de la population américaine (84%) désapprouve la façon dont le Congrès traite les questions économiques.

Il est certain que sans la loi américaine de récupération et de réinvestissement de 2009, la récession aurait été encore pire. Maintenant, alors que les états et les collectivités ne se sont pas encore remis du cycle plus récent de compressions budgétaires de programmes vitaux mis en œuvre par le Gouvernement fédéral, un soi-disant « Supercomité » du congrès a été chargé d'élaborer une législation qui recommandera des réductions supplémentaires de fonds discrétionnaires et de dépenses directes de l'ordre de 1 500 milliards d'USD jusqu'en 2021.

Être réalistes en ce qui concerne la protection sociale et le contrat social

Un rapport récent a révélé que 65,7 millions d'Américains fournissent des soins non rémunérés à un membre de leur famille et que la majorité de ces aidants sont des femmes (66,6 %). En outre, les trois-quarts de ces personnes ont un emploi en plus de leur activité comme aides-soignants. La valeur estimée de ces services est de 375 milliards d'USD par an. Malgré ces chiffres, 47 % des aidants qui travaillent et aident une personne de leur famille déclarent avoir dû utiliser leurs économies pour couvrir les coûts élevés des soins.

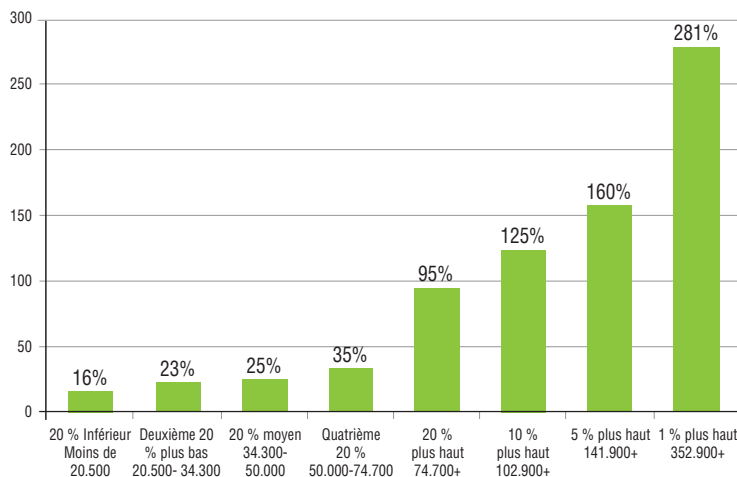
Les États-Unis peuvent et doivent aller au-delà du débat actuel basé sur le court terme portant sur ce qu'on appelle les dépenses obligatoires et prendre conscience du fait qu'investir dans des secteurs tels que l'enfance, les communautés, les soins des aînés et les soins médicaux en général sont des traits fondamentaux d'une démocratie moderne et d'une économie solide et résiliente. Un rapport récent de l'Organisation internationale du travail (OIT) signale que la garantie des protections sociales fondamentales peut représenter un outil puissant pour assurer une croissance durable, lutter contre la pauvreté et atténuer l'impact de la crise économique. Le rapport signale aussi que la protection sociale est autant un droit qu'un besoin humain. Ces approches au développement économique basées sur les droits sont susceptibles de trouver une répercussion dans l'environnement actuel.

Prendre la durabilité au sérieux

L'objectif principal de la politique économique et de développement nationale et internationale doit être d'assurer la prospérité et non simplement la survie des individus et de la communauté dans son ensemble. Repenser le modèle économique avec cette vision est une tâche dont la portée est nationale, communautaire et mondiale. Elle exige, par exemple,

FIGURE 1

Augmentation des revenus après impôts, par groupes de revenus, 1979-2007 (en dollars de 2007)



Source : Bureau du budget du Congrès américain, moyenne des revenus familiaux après impôts, juin 2010, rédigé par www.inequality.org

de repenser la confiance croissante que les sociétés américaines ont dans les chaînes d'approvisionnement mondiales dont le seul objectif est d'obtenir un maximum de profit.

Le risque inhérent et potentiel de violation des droits humains et d'altération des écosystèmes mondiaux dans les chaînes de production mondiales a relancé l'intérêt pour la relocalisation et d'autres pratiques commerciales plus durables. La récente tragédie au Japon et la flambée des prix du pétrole pendant la période 2007-08 ont promu une réévaluation de ces tendances dans la communauté commerciale. L'époque où l'on se demandait si les États-Unis et le monde pouvait se permettre de poursuivre des objectifs principalement basés sur la maximisation des profits est révolue depuis longtemps.

L'intérêt pour l'économie solidaire et pour une activité commerciale responsable, pour les entreprises détenues par les travailleurs et les coopératives qui offrent des emplois permettant un salaire assurant une meilleure qualité de vie et écologiquement durables à leurs communautés est en train d'augmenter. Des villes comme Cleveland et Detroit, durement touchées par une politique commerciale à court terme et par la récession, sont en train de réinventer leurs économies en se concentrant sur l'objectif explicite de créer des richesses et des emplois décents et d'ancrer le capital dans la communauté. D'autres explorent les avantages des initiatives communautaires de sécurité alimentaire, de création de banques appartenant à la communauté et de budgets participatifs. Des mesures fiscales et de politiques monétaires qui encouragent ces tendances sont nécessaires afin d'élargir la portée de ces efforts.

La modification des modes de consommation américains est essentielle pour parvenir à un déve-

loppement durable et faire face aux effets dévastateurs du changement climatique, autant à l'échelle nationale qu'internationale. La population qui vit aux États-Unis représente 5 % de la population mondiale, et cependant elle consomme 25 % de l'énergie mondiale et est responsable de 22 % des émissions de dioxyde de carbone industrielles mondiales, une des principales causes du réchauffement climatique. Aux États-Unis, la consommation de pétrole équivaut à 19,15 millions de barils par jour ; elle est par conséquent supérieure à celle de toute l'Europe et équivaut à deux fois celle de la Chine.

Les États-Unis ont la responsabilité et la possibilité unique de faire des efforts substantiels et positifs visant au développement de politiques nationales et internationales orientées vers le bien-être des Américains et des autres habitants de la planète.

Les citoyens doivent être les principaux protagonistes

Il existe un consensus croissant selon lequel les modèles économiques actuels sont profondément erronés, approfondissant et reproduisant des inégalités nuisibles. Le mouvement Occupons Wall Street, les mouvements de droits humains nationaux et d'autres mouvements citoyens ont donné une voix au nombre croissant d'américains qui réclament une approche complètement différente de l'économie et un nouveau contrat social.

La tâche de construire et de repenser une nouvelle économie est urgente et ne sera pas accomplie par le biais du simple rafistolage d'un modèle raté responsable de la crise actuelle. Dans la mesure où les citoyens continuent de réclamer et d'occuper la place qui leur revient dans le processus démocratique et politique, il restera encore un espoir pour l'avenir des États-Unis. ■